

Contribution à la Consultation de la Commission de Régulation de l'Electricité sur le projet de GRDF de système de comptage évolué en gaz pour le marché de détail

Dans le cadre de nos travaux axés sur la prévention de la précarité énergétique, le projet de déploiement de compteurs communicants par GRDF appelle de notre part plusieurs remarques :

Les relevés plus justes et plus réguliers sont indispensables (Questions 1 et 2)

La situation actuelle – un relevé semestriel – est très problématique pour de nombreux foyers aux revenus modestes : soit ils font une avance qu'ils ne récupéreront que 6 mois plus tard, soit ils payent moins qu'ils ne devraient et le rattrapage ultérieur est préjudiciable à l'équilibre de leurs finances. Ce nouveau mode de relevé et la mensualisation « juste » qu'il permettra, est de nature à faciliter la gestion par les ménages de leurs finances. En revanche, pour les familles les plus précaires, recourant à des aides sociales (FSL, CCAS...) pour les aider à régler ces factures, la gestion administrative en sera compliquée par la multiplication du nombre de factures et/ou du nombre de démarches.

Les options proposées par GRDF ont un intérêt limité pour des particuliers : un relevé horaire n'a pas vraiment de sens dans le cas du gaz où les consommations sont liées à des actions ponctuelles (cuisson, réglage de régulation).

En revanche, pour les collectivités, la 4eme fonctionnalité (données agrégées pour les collectivités) est très pertinente dans le cadre de la mise en place d'observatoires de l'énergie. Support d'outils de sensibilisation et/ou d'action, cette fonctionnalité paraît très pertinente.

Un affichage est indispensable pour les particuliers (question 5)

Ce compteur doit permettre une autorelève facilitée. L'afficheur déporté pourrait être une bonne solution mais elle est manifestement onéreuse. Il devrait pouvoir être proposé optionnellement. L'argument du contenu énergétique n'a pas de sens : l'afficheur peut montrer le volume consommé (en m3) et proposer un facteur de conversion moyen selon la zone géographique (Gaz B, Gaz H). **La recherche d'un indicateur simple de visualisation doit être encouragée**, par code couleur (rouge/orange/vert), représentant le positionnement de la consommation du jour ou de la semaine écoulée par rapport à une période antérieure, à une moyenne nationale, à un ratio surfacique...

L'absence de coupure à distance est une bonne chose (question 6)

Au-delà des arguments techniques pertinents soulevés, il est utile que la coupure soit précédée d'un dialogue approfondi avec le fournisseur, particulièrement en marché dérégulé. Il est constaté dans le cas de l'électricité des coupures plus rapides que les remises en services, notamment dans un contexte d'incidents de paiement, et le prélèvement de frais élevés de remises en service. Tous ces frais aggravent encore les situations des ménages.

Regarder attentivement son compteur ne va pas le faire tourner moins vite (questions 9 à 11).

Les gains de MDE annoncés sont très hypothétiques :

- 0.2% : quand le consommateur a des relevés plus fréquents, il change de comportement
- 1% : quand il y aura de nouveaux services (payants ? gratuits ?)

Le seul service réellement rendu est le paiement de la juste consommation. Il serait plus logique de considérer qu'il s'agit de la correction d'un dysfonctionnement que d'un nouveau service. Dans les faits, il est peu probable que le consommateur s'y retrouve sans accompagnement concret : par des collectivités, le secteur associatif, éventuellement le secteur privé même si les services des fournisseurs sont loin d'être concluants actuellement. Nous proposons que ne soit retenue aucune économie de MDE vue la faiblesse des hypothèses.

Quelle charge nouvelle serait supportée par les particuliers ? (questions 7 et 12 à 15)

Le financement de cette nouvelle charge, d'environ 100 €/foyer, est prévu d'être intégralement supporté par les consommateurs dans le futur tarif ATRD4. Il est estimé une augmentation de 0.6% du coût du gaz (chiffres GRDF).

Ces modalités sont inacceptables :

- ***pourquoi des foyers, certains déjà en difficulté, auraient ils à payer un service qu'ils n'ont pas demandé ?*** Le financement devrait être au moins équilibré entre les consommateurs, le distributeur et les fournisseurs qui sont les vrais bénéficiaires de ces compteurs communicants. Un juste équilibre serait une prise en charge totale par distributeur et fournisseurs.
- Les modalités prévues pour le financement de l'opération sont obscures pour des non financiers. Pour ce que nous en comprenons :
 - o ***Même si le déploiement total ne se fait pas, les consommateurs paieront ?*** (question 13 des coûts échoués). Non seulement ce compteur ne leur apporte aucune économie mais même s'il ne se fait pas ils paieront quand même. Il semblerait plus logique que ce non-déploiement, manifestement pour cause politique, soit supporté par l'Etat, et donc indirectement par l'impôt.
 - o ***Doit on comprendre de la « rémunération des immobilisations en cours »*** que par des astuces comptables, les compteurs seront payés dès l'adoption du nouveau tarif ATRD4 (2012 ?) mais pour certains mis en service seulement en 2020 ? est ce au consommateur d'assurer la trésorerie de GRDF ? Nous espérons nous tromper dans cette lecture.
- ***Quelles sont les modalités de fin de cette charge ?*** Si cette charge est effectivement intégrée au tarif ATRD4, il est impératif qu'une date limite soit précisée, par exemple 2020.

La régulation incitative ne sera contrôlable qu'au prix d'efforts considérables.

Les motivations visant à la mise en place d'une régulation incitative sont louables et il semble évident que des mesures coercitives doivent être utilisées pour garantir le respect du calendrier. Pour autant, l'équilibre de la négociation pour la fixation du niveau « de référence » semble très discutable : avec 130 salariés à la CRE et 12000 à GrDF on est en droit de craindre un déséquilibre d'expertise en faveur de cette dernière structure.

Aussi, plutôt que cette négociation complexe, nous proposons une méthode expérimentée dans le cadre des partenariats publics-privés : « on ne paye que quand le travail est fait ». Avec une

approche a posteriori, le risque de dérive est moindre. La **répercussion sur le tarif¹ pourrait ne se faire qu'après total déploiement.**

Une proposition intermédiaire pourrait également être étudiée consistant prendre en compte une part « talon » correspondant à 30 ou 50% de l'objectif et le solde selon réalisation.

Quel traitement pour les forfaits cuisine/cuisson ? (question 17)

Le rapport 2010 du médiateur national de l'énergie rappelle que 140 000 foyers disposent encore d'un abonnement particulier pour lequel une estimation de consommation remplace le compteur, souvent en copropriété. Le distributeur s'est engagé à poser des compteurs en pied de colonne d'ici 2012. Est-ce qu'en 2014 ces compteurs seront à nouveau remplacés ? comment justifier un quelconque service rendu individuellement quand la consommation restera collective ? Supporteront ils le coût de la péréquation avec une hausse du gaz quand ils n'auront jamais accès aux services potentiels de ces compteurs communicants ?

Ce projet ne devrait pas être déployé par GRDF (question 17)

Les « services » apportés par ce compteur sont modestes et ne semblent pas de nature à remettre en cause un principe fondamental : les compteurs font partie du réseau, propriété des collectivités, et dans le périmètre de la concession. Les collectivités sont seules capables d'apporter une garantie suffisante de service public, ce que ne pourra pas faire sans arrière pensée une entreprise privée. Nous pensons que **ce projet doit être porté par les représentants de la FNCCR.**

Rédaction : Etienne Ghewy ghewy@strategie.fr

¹ Pour faciliter la compréhension, nous évoquons une « répercussion sur le tarif » étant entendu que celle-ci n'est pas du tout souhaitable de notre point de vue, cf plus haut.